

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'adoption de ce projet de loi dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies et modification en conséquence de la Loi sur l'assurance-accidents ».

BILL C-41

An Act to amend the Prairie Farm Assistance Act and to amend the Crop Insurance Act

Article 1. Le projet de loi intitulé « Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies » (article 1 du projet de loi) est abrogé.

Texte actuel de l'article 12 de la Loi sur l'assurance-accidents et de l'intitulé qui le précède :

12. (1) L'assurance-accidents est assurée dans toute région à laquelle s'applique la Loi sur l'assurance-accidents et qui est inscrite au plan d'assurance, et qui est soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents, à l'assurance-accidents à l'agriculture des Prairies.

(2) L'article 11 de la Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies et l'article 22 de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies ne s'appliquent pas au paiement initial du grain produit sur une terre qui, en vertu du paragraphe (1), n'est pas soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents.

101. (1) L'assurance-accidents est assurée dans toute région à laquelle s'applique la Loi sur l'assurance-accidents et qui est inscrite au plan d'assurance, et qui est soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents, à l'assurance-accidents à l'agriculture des Prairies.

(2) L'article 11 de la Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies et l'article 22 de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies ne s'appliquent pas au paiement initial du grain produit sur une terre qui, en vertu du paragraphe (1), n'est pas soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents.

(3) L'article 11 de la Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies et l'article 22 de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies ne s'appliquent pas au paiement initial du grain produit sur une terre qui, en vertu du paragraphe (1), n'est pas soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents.

(4) Au présent article, « paiement initial » signifie :

- a) relativement au grain vendu et livré à la Commission canadienne du blé, la somme déterminée par le vendeur, qui est payable selon la Loi sur la Commission canadienne du blé;
- b) relativement au grain vendu et livré à quelque autre personne, le prix qui en a été payé par l'acheteur dans le cas où « terre cultivée » signifie une terre cultivée définie dans la Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies.

En vertu de l'autorité de la Commission du blé et de la Commission canadienne du blé, le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et des Services ruraux a l'honneur de recommander à la Chambre des communes l'adoption de ce projet de loi dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies et modification en conséquence de la Loi sur l'assurance-accidents ».

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenues under the circumstances in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Prairie Farm Assistance Act and to amend the Crop Insurance Act in consequence thereof."

PROJET DE LOI C-41

Amendement à la Loi sur l'assurance-accidents et à la Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies

Article 1. Le projet de loi intitulé « Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies » (article 1 du projet de loi) est abrogé.

Texte actuel de l'article 12 et de l'intitulé qui le précède :

12. (1) L'assurance-accidents est assurée dans toute région à laquelle s'applique la Loi sur l'assurance-accidents et qui est inscrite au plan d'assurance, et qui est soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents, à l'assurance-accidents à l'agriculture des Prairies.

(2) L'article 11 de la Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies et l'article 22 de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies ne s'appliquent pas au paiement initial du grain produit sur une terre qui, en vertu du paragraphe (1), n'est pas soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents.

101. (1) L'assurance-accidents est assurée dans toute région à laquelle s'applique la Loi sur l'assurance-accidents et qui est inscrite au plan d'assurance, et qui est soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents, à l'assurance-accidents à l'agriculture des Prairies.

(2) L'article 11 de la Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies et l'article 22 de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies ne s'appliquent pas au paiement initial du grain produit sur une terre qui, en vertu du paragraphe (1), n'est pas soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents.

(3) L'article 11 de la Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies et l'article 22 de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies ne s'appliquent pas au paiement initial du grain produit sur une terre qui, en vertu du paragraphe (1), n'est pas soumise à l'aide prévue par la Loi sur l'assurance-accidents.

(4) Au présent article, « paiement initial » signifie :

- (a) avec respect au grain vendu et livré à la Commission canadienne du blé, le prix payé par le vendeur par le vendeur, qui est payable selon la Loi sur la Commission canadienne du blé;
- (b) avec respect au grain vendu et livré à toute autre personne, le prix qui en a été payé par l'acheteur dans le cas où « terre cultivée » signifie une terre cultivée définie dans la Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies.

En vertu de l'autorité de la Commission du blé et de la Commission canadienne du blé, le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et des Services ruraux a l'honneur de recommander à la Chambre des communes l'adoption de ce projet de loi dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi sur l'assurance à l'agriculture des Prairies et modification en conséquence de la Loi sur l'assurance-accidents ».